



Déclaration pour le CDEN du 17 février 2021 pour l'UNSA Education

Madame la Préfète, Madame la DASEN, mesdames et messieurs les membres du CDEN

C'est dans un contexte très particulier que nous tenons cette instance. Tout d'abord, le cadre sanitaire est en cours de dégradation. Le Tarn est même particulièrement touché par la pandémie, en témoignent les nombreuses classes et les établissements qui ont fermé la semaine passée. Les atermoiements du gouvernement, qui annonce pour préparer puis prend une option radicalement différente ne sont pas pour rassérer les enseignants déjà fortement éprouvés par les différents protocoles sanitaires. Les directeurs, en premier plan, sont particulièrement touchés par ce surcroît de travail et sont en première ligne pour essuyer les peurs, les critiques voire l'opposition de certains parents d'élèves. Les mouvements anti-masques, entre autres, sont le témoin d'une crispation générale et des tensions qui parcourent le monde scolaire.

Le dernier allègement en date du protocole sanitaire annoncé un week-end de début de vacances est un nouvel exemple de la déconnexion du ministère avec ce que peuvent vivre les équipes sur le terrain. C'est également un mauvais signal qui accroît encore la défiance des enseignants.

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour la carte scolaire de la rentrée du 1^{er} degré. Malgré une forte diminution démographique, le 1^{er} degré est très épargné au regard de la casse que l'on peut voir dans le 2nd degré, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il est bien traité.

Le contexte particulier de notre territoire ne peut se traiter avec des moyennes de chiffres qui, parce qu'ils sont trop généraux, ne peuvent pas recouvrir les particularités des différentes zones. L'inégalité des volumes des circonscriptions et les différentes situations démographiques rendent difficiles la généralisation des situations. C'est donc un travail de dentelière que d'apprécier chaque territoire selon sa réalité sociale, géographique et de population.

Il faut donc que les priorités soient claires et bien définies pour créer ou maintenir des équilibres. C'est ce qui a été fait ici au niveau départemental par la DSDEN, mais qui ne suffit pas au regard de la dotation accordée.

D'autant que l'école ne va pas bien. Elle ne va pas bien parce que nous manquons de moyens. Nous avons déjà souligné le manque de remplaçants. Avec la pandémie, il est devenu criant. Et pour trouver les postes manquants, nous ne voulons pas choisir entre déshabiller le référent direction ou les conseillers pédagogiques. On doit diriger les écoles, on doit former, on doit remplacer. Nous voulons des moyens appropriés à la situation sanitaire exceptionnelle, nous voulons des enseignants formés et accompagnés dans toutes les classes dont les effectifs ne dépasseraient pas 26 élèves, nous voulons des conseillers pédagogiques, des RASED, des remplaçants, une vraie inclusion pour les élèves qui le nécessitent, bref nous voulons enseigner et je ne rajoute aucun adjectif après parce qu'en fait, ce devrait être ça, l'enseignement. Et je crois que, bien que nous ne soyons pas toujours d'accord dans l'étude des symptômes, nous partageons tous autour de cette table le même diagnostic.

Dans ce contexte de manque de moyens, nous nous devons d'encourager les maires et les communes qui n'hésitent pas à investir pour les enfants scolarisés des sommes réellement conséquentes et impactantes pour les budgets communaux en faisant en sorte de ne pas annoncer de fermetures rigoureuses dont on sait qu'elles seront synonymes de départ ou de non-installation de familles.

Je vous remercie de votre écoute.